

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Personne publique contractante :

Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères du Secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy – 29, rue Gustave Eiffel – 54800 JARNY

Objet du marché :

Acquisition d'un châssis 26 Tonnes équipé d'une benne à ordures ménagères de 19 m³ minimum et d'un lève conteneur double peigne

Remise des offres :

Date limite de réception : Mercredi 8 juillet 2020

Heure limite de réception : 12 H 00

L'entreprise,
(Cachet et signature)

Dressé par le Président du SIRTOM,
Le 11/06/2020

Le Président,

Alain FRANTZ

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – Dispositions générales	4
1.1 Objet	
1.2 Décomposition en lots	
1.3 Durée du marché	
1.4 Réalisation de prestations complémentaires	
1.5 Obligation de discrétion	
1.6 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	5
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3. MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET PRIX	5
3.1 Mode de paiement	
3.2 Nature des prix	6
3.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée	
3.4 Délai de paiement	
4. MODALITÉS D'INTERVENTION – PÉNALITÉS	6
4.1 Modalités d'intervention	
4.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	7
4.3 Opérations de vérification	
4.4 Pénalités	
4.4.1 Pénalités pour retard	
4.4.2 Pénalités pour travail dissimulé	
4.5 Modalités d'exécution sociales du marché	

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	7
5.1 Retenue de garantie	
5.2 Avance	8
6. LES BONS DE COMMANDE	8
7. GARANTIES – ASSURANCES	8
7.1 Garanties	
7.2 Assurances	
8. RESILIATION	9

PREAMBULE

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique, entré en vigueur au 1^{er} Avril 2019. Ce dernier est notamment constitué de deux textes :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018
- Le décret n°2018-1075 du 3 Décembre 2018

1. OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet

Les prestations ont pour objet l'acquisition d'un châssis de 26 tonnes équipé d'une benne à ordures ménagères de 19 m³ minimum et d'un lève-conteneur double peigne pour la collecte des déchets ménagers.

La description des services et leurs spécifications sont précisées dans le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 Décomposition en lots

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement suivant :

- Lot 1 : acquisition d'un châssis de type benne à ordures ménagères PTC 26 tonnes
- Lot 2 : benne à ordures ménagères de 19 m³ et d'un lève conteneur double peigne

Elle ne fait pas l'objet de découpage en tranches.

Les prestations font l'objet d'un prix global et forfaitaire par lot.

1.3 Durée du marché

Le marché prend effet à la notification du marché.

Le candidat indiquera dans l'article 3 de l'acte d'engagement le délai de fourniture du matériel à compter de la réception de l'ordre de service produit par la collectivité.

Les délais tiendront compte des périodes de fermeture et/ou de congés de la société.

Le marché prendra fin à la livraison du matériel, après la levée de toutes les réserves éventuelles.

1.4 Réalisation de prestations complémentaires

Sans obligation.

1.5 Obligation de discrétion

Conformément à l'article 5.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) Fournitures Courantes et Services, le titulaire du marché est astreint à une obligation de discrétion sur toutes les informations qu'il sera amené à connaître durant sa prestation.

1.6 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

1) En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

2) Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

3) Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une déclaration de sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°.... du ... ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (A.E) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et Services ;
- La note méthodologique du titulaire.

3. MODALITES DE REGLEMENT ET PRIX

3.1 Mode de paiement

Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif selon les dispositions du code de la commande publique du 1^{er} Avril 2019.

Le financement des marchés et les dépenses qui en résultent sont assurés par le budget général de la collectivité.

3.2 Nature des prix

Les prix sont fermes.

3.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants financiers affichés par les concurrents prendront en compte le taux de T.V.A. en vigueur.

3.4 Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours, conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le dépassement du délai de paiement ouvrira de plein droit et sans aucune formalité, pour le titulaire du marché ou le(s) sous-traitant (s), le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € seront payés dans les 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

4. MODALITES D'INTERVENTION – PENALITES

4.1 Modalités d'intervention

Le titulaire désigne nominativement, dans l'Acte d'Engagement, la (ou les) personne(s) physique(s) qui interviendra (ont) pour réaliser le marché de fourniture.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer de pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Sauf en cas de maladie, d'accident ou de force majeure, seul la (ou les) personne(s) désignée(s) dans cette note peut (peuvent) intervenir personnellement pour exécuter les prestations. En cas de remplacement pour les cas évoqués dans le présent paragraphe, le titulaire du marché devra obtenir l'accord préalable du maître d'ouvrage sur le nouvel intervenant.

4.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services sont seules applicables.

4.3 Opérations de vérification

Pour les opérations de vérification, les dispositions des articles 22,23,24 et 25 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services sont applicables.

4.4 Pénalités

4.4.1 Pénalités pour retard

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € par jour de retard dans la livraison du matériel.

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 € par jour de retard pour non remise des documents (carte grise, certificats de conformité).

4.4.2 Pénalités pour retard dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire sera soumis à une pénalité égale à 10 % du montant du marché pour lequel s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. Cette pénalité sera cependant plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 et L.8224-5 du Code du Travail.

4.5 Modalités d'exécution sociale du marché

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci sont intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande au SIRTOM.

Plus particulièrement, le titulaire (et ses sous-traitants éventuels) devra exécuter la prestation sans recourir au travail dissimulé.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu que le titulaire du marché constitue un cautionnement.

5.2 Avance

Sans objet

6. LES BONS DE COMMANDE

Sans objet

7. GARANTIE, ASSURANCES

7.1 Garanties

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie des pièces qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au SIRTOM.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel de conditionnement, d'emballage et de transport du matériel nécessités par la mise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le SIRTOM un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du SIRTOM après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le SIRTOM. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

7.2 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du SIRTOM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant le tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du SIRTOM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

8. RESILIATION

Les dispositions du Cahier des Charges Administratives Générales Fournitures Courantes et Services sont applicables.

Le 11 Juin 2020,

Le Président

Alain FRANTZ

